



**HAL**  
open science

## Introduction Amérique latine 2009

Georges Couffignal

► **To cite this version:**

Georges Couffignal. Introduction Amérique latine 2009. Observatoire des changements en Amérique latine (Paris). Amérique latine 2009 : la nouvelle donne politique et économique, La Documentation française - IHEAL, Paris, pp.9-13, 2009. halshs-00643882

**HAL Id: halshs-00643882**

**<https://shs.hal.science/halshs-00643882>**

Submitted on 23 Nov 2011

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Introduction Amérique latine 2009**

Georges Couffignal

Selon une tradition désormais solidement établie, ce huitième annuaire de l'Observatoire des changements en Amérique latine (LOCAL) comporte trois parties. La première fait le point sur les changements que connaissent quelques-uns des pays de la région, sachant que progressivement nous nous efforçons de tous les aborder au fil des ans. La seconde traite de quelques questions transversales qui se posent (ou sont observables) dans la plupart des pays. La dernière enfin est composée de fiches pays très complètes, qui présentent en un nombre réduit de mots l'essentiel de l'année dans le pays concerné. S'y ajoutent cette année quelques tableaux des indices essentiels permettant de comparer les divers pays d'Amérique latine.

Les deux grands événements de répercussions mondiales qui sont intervenus en 2008 sont la crise financière, qui a débuté en septembre aux Etats-Unis et a provoqué une crise économique qui s'est progressivement propagée à toutes les économies du monde, et l'élection de Barak Obama à la présidence des Etats-Unis en novembre. Au moment où sont écrites ces lignes (janvier 2009), il est encore trop tôt pour formuler des conjectures sur les retombées profondes de ces deux faits dans la région Amérique latine. Pourtant, certaines données dans le champ de l'économie peuvent déjà faire l'objet d'analyses, ce que Carlos Quenan et Edgardo Torija-Zane se proposent de faire dans le premier

chapitre de cet annuaire. Si l'Amérique latine semblait à première vue relativement résistante aux effets directs de la crise internationale, ceci en raison de la solidité de ses ("fondamentaux" (inflation maîtrisée, équilibre budgétaire, dette réduite, normes commerciales respectées, etc.) Mais le ralentissement de la croissance attendu pour 2009, la reprise notable de l'inflation dans quelques pays, la chute des prix des matières premières (agricoles ou minières) qui alimentent une part importante des budgets d'un grand nombre de pays, risquaient d'avoir de fortes répercussions sociales dans une région qui demeure championne mondiale des inégalités, avec des taux de pauvreté considérables et une faiblesse de ressources fiscales endémique.

Si l'on peut donc sans trop de difficultés déceler les effets prévisibles sur les économies de la région par la crise économique mondiale<sup>1</sup>, il est en revanche plus difficile de formuler des hypothèses concernant la future politique latino-américaine du nouveau président.

Barak Obama prend ses fonctions alors que les Etats-Unis connaissent la plus grave crise économique qu'ils aient eu à affronter depuis 1929, et alors que le conflit israélo-palestinien est à son paroxysme avec l'intervention militaire de Tsahal à Gaza, interrompue la veille de la prise de fonctions du nouveau président. Il est donc inévitable qu'il centrera d'abord ses efforts sur la situation économique intérieure, et que sa priorité en politique extérieure sera le Moyen-Orient (conflit israélo-

---

<sup>1</sup> On pourra sur cette question utilement se reporter à deux excellentes publications : *Balance preliminar de las economias de América latina y el Caribe*, CEPAL, Santiago de Chile, 2008 ( [www.cepal.org](http://www.cepal.org), publication disponible en anglais), et *Perspectives économiques de l'Amérique latine*, OCDE, Paris, 2008 ([www.ocde.org/editions](http://www.ocde.org/editions), publication disponible en anglais).

palestinien, Irak) et le rétablissement d'une image positive des Etats-Unis à l'extérieur.

Mais l'Amérique latine ne devrait pas pour autant demeurer [hors du champ](#) de ses préoccupations, [ceci pour deux séries de raisons](#).

Supprimé : délaissée

En premier lieu cette région, souvent qualifiée d' « arrière-cour » des Etats-Unis (au moins pour l'Amérique centrale), fait désormais indirectement partie de la politique intérieure des Etats-Unis. Pour la première fois en effet, 67% des électeurs d'origine latino-américaine ont voté pour un même candidat, B. Obama. Ce dernier devra donc être attentif aux préoccupations de cet électorat. Même la communauté cubaine de Floride, là aussi pour la première fois, a voté majoritairement pour le candidat démocrate. Parmi les préoccupations de ces électeurs latino-américains se trouve la question migratoire. Celle-ci va inévitablement devenir de plus en plus aiguë, puisque les premiers touchés par la crise sont les millions de sans papiers (*indocumentados*) et de travailleurs précaires qui sont employés dans l'agriculture et les services. De plus, la lancinante question du narcotrafic - les États-Uniens sont les plus gros consommateurs mondiaux de drogues – devrait occuper une place non négligeable dans l'agenda des relations des États-Unis avec les plaques tournantes de ce trafic, Mexique, Colombie, Amérique centrale, Cuba.

En second lieu, l'une des toutes premières grandes rencontres internationales de Barak Obama sera le sommet Américain qui se tiendra les 17 au 19 avril à Trinidad et Tobago. Les Latino Américains

en attendent beaucoup. Certains, comme la Colombie, espèrent qu'il sera l'occasion pour le Congrès de ratifier l'accord de libre-échange qu'ils ont signé en 2008, mais que les démocrates hésitent à approuver. D'autres comme l'Uruguay, espèrent ouvrir des négociations pour signer un tel traité. De nombreux pays espèrent par ailleurs une normalisation progressive des relations des Etats-Unis avec Cuba, pays qui fait partie de la *famille*, comme l'a montré son entrée en décembre 2008 dans le *Groupe de Rio*, à initiative du Brésil. La décision, prise dès sa prise de fonctions par le nouveau président, de fermer la prison de Guantanamo, a permis à de nombreux gouvernants d'Amérique latine de l'espérer. À l'intérieur même du parti républicain, les positions sur la question cubaine sont aujourd'hui beaucoup plus nuancées qu'hier, et Barak Obama a maintes fois annoncé dans sa campagne sa volonté en politique extérieure de sortir de la logique ami/ennemi, bien/mal qui était celle de son prédécesseur. Ceci devrait, pour Cuba, être facilité par le retrait de plus en plus net de Fidel Castro, même si, comme le montre Marie Laure Geoffroy dans cet ouvrage, les changements internes sont de nature homéopathique. En effet, les réformes mises en œuvre par le régime, deux ans après la passation de pouvoir entre Fidel Castro à son frère Raúl, sont entièrement contrôlées sont loin de constituer une transition vers un régime démocratique. Elles n'ont entraîné aucune transformation radicale et leur impact reste restreint sur la vie quotidienne des Cubains. Mais 2009, année du cinquantième de la Révolution cubaine, qui donnera lieu à de multiples cérémonies commémoratives, pourrait réserver des surprises, compte tenu de la nouvelle donne aux Etats-Unis et de l'effacement de Fidel Castro du devant de la scène cubaine.

Le dialogue avec le Venezuela pourrait lui aussi changer de nature, même s'il est évident que Hugo Chavez préférerait, pour des raisons internes, pouvoir continuer à s'affronter verbalement aux Etats-Unis. La situation dans ce pays ne laisse pas d'être préoccupante, comme le montre bien le chapitre de Julien Rebotier et Sandrine Revet. Ils esquissent un bilan des principales actions mises en place par le gouvernement, et reviennent notamment sur l'importance de la rente pétrolière, véritable moteur d'action gouvernementale. De juillet 2008 à fin janvier 2009, le prix du baril de brut vénézuélien est passé de 126,46 dollars à 35,31 dollars. Lorsque l'on sait que le pétrole représente 93% des exportations, que 50% des dépenses de l'État proviennent de ces recettes, et que le pays importe une grande part de ses denrées alimentaires, les risques de tensions sont réels. Celles-ci d'ailleurs étaient déjà fortes avant la crise économique, en raison des politiques mises en œuvre par le régime (politiques sociales, hyper-présidentialisation du pouvoir, volonté de Chavez de se représenter indéfiniment aux élections, etc.).

Avec le Brésil aussi, le dialogue sera inévitable. Présentant un bilan global du second et dernier mandat du président Lula, Lamia Oualalou et Giancarlo Summa montrent que cette grande puissance émergente, qui a réussi à combiner un équilibre entre croissance économique et développement social, cherche maintenant à renforcer ses positions sur les scènes régionale et internationale. Le Brésil a ainsi entretenu en 2008 une activité diplomatique intense, qu'il s'agisse de l'Unasur, ce groupe des pays d'Amérique du sud destiné à faire contrepoids à celui

d'Amérique du nord (Alena), du Groupe de Rio qui regroupe désormais la totalité des pays latins de langue espagnole ou portugaise d'Amérique latine, ou encore des relations avec l'Asie (Inde, Chine) et la Russie (le désormais célèbre groupe BRIC).

Si Cuba, Venezuela et Brésil ont souvent occupé le devant de la scène en 2008, un petit pays peu connu, le Paraguay, a vécu en 2008 un bouleversement politique interne considérable. Depuis le retour de la démocratie, le Parti Colorado de l'ancien dictateur Stroessner dominait sans partage la scène politique. L'élection à la présidence d'un "sans parti", Fernando Lugo, ancien évêque attaché à la théologie de la libération, vibrant défenseur des pauvres, ressemble à bien des égards à celle d'Aristide en Haïti en 1991. Dans une perspective faisant dialoguer anthropologie et science politique, Capucine Boidin et Renée Fregosi présentent le contexte de cette élection, analysent son impact sur l'organisation politique du Paraguay, et insistent sur la singulière construction sociohistorique de la figure du nouveau Président.

L'année 2009 va ouvrir un nouveau cycle d'élections présidentielles en Amérique latine (Salvador, Panama, Uruguay, Honduras, Chili). Qu'en sera-t-il ? Le « virage à gauche » de la région observé depuis le début des années 2000 se confirmera-t-il ? Les élections législatives de janvier au Salvador, qui ont été gagnées pour la première fois par le parti formé par les anciens guérilleros du FMLN, pourrait l'augurer, d'autant que l'exemple donné dans les pays du Nord pour lutter contre la récession est celui d'un engagement accru de l'État dans l'économie, ce dont les gouvernements « de gauche » sortants s'étaient faits les hérauts. Mais il

ne faut pas oublier que les moments de crise économique sont souvent propices à des alternances politiques. Quoi qu'il en soit, en ce début 2009, la plupart des Latino-Américains, peuples et gouvernements, attendent de Barak Obama des gestes, fussent-ils symboliques, montrant qu'il leur porte une plus grande attention, et qu'il n'est pas sourd au multilatéralisme dans les rapports internationaux qu'ils appellent de leurs vœux, multilatéralisme d'autant plus nécessaire que l'ensemble de la région est aujourd'hui entrée de plain-pied dans la globalisation, tant au plan politique qu'économique<sup>2</sup>.

Pour compléter la présentation de ces mutations et trajectoires nationales, la deuxième partie de cet ouvrage s'intéresse à quatre problématiques d'ordre plus transversal.

Hervé Théry et Santiago Sarraute Sainz s'intéressent aux enjeux de la coopération décentralisée en Amérique latine, une coopération qui tend à se développer de manière bilatérale ou dans le cadre de programmes européens (notamment Urbal). Les auteurs mesurent tout d'abord l'intensification des réseaux de coopération entre collectivités territoriales européennes et latino-américaines. Ils s'attachent ensuite à expliquer, à travers le cas de la coopération décentralisée franco-brésilienne, les raisons et les particularités de ces tentatives de rapprochement par le bas qui sont dans de nombreux pays de plus en plus vivaces et viennent compléter, parfois de manière significative, la coopération interétatique.

---

<sup>2</sup> On ignore souvent qu'une centaine d'entreprises brésiliennes, mexicaines, chiliennes, argentines, péruviennes et colombiennes sont aujourd'hui cotées à la bourse de New York. De la même manière, les visites en 2008 des chefs d'État de Chine, de Russie, d'Iran, le cinquième sommet Union Européenne Amérique latine de mai 2008 montrent, s'il en était besoin, que la région multiplie ses liens extra continentaux.

Dans une perspective comparative et historicisée, Georges Couffignal et Hubert Gourdon réfléchissent quant à eux sur l'origine et la signification de la propension des Latino Américains à se doter de textes constitutionnels ou à en changer (très souvent...). A la lumière d'un retour aux formes originelles du constitutionnalisme latino-américain durant la période des Indépendances, les auteurs cherchent à comprendre les enjeux et caractéristiques de la « fièvre constitutionnelle » qui marque le sous-continent depuis le retour de la démocratie dans les années 1980. Le retour de la démocratie dans les pays gouvernés par des régimes dictatoriaux s'est en général accompagné de l'adoption d'une nouvelle constitution. Il en a été de même durant la période de pays qui n'avaient pas eu à souffrir de tels régimes. Mais ces nouveaux textes ont depuis lors maintes fois été amendés, ou ont été abandonnés pour en élaborer de nouveaux. Les grandes alternances politiques donnent ainsi souvent lieu à l'élaboration de nouvelles constitutions. Celles-ci, marquées par un hyper-présidentialisme rationnellement construit, traduisent l'implantation et l'élargissement de l'Etat de Droit. Elles sont sur ce point plus conformes au modèle européen de démocratie qu'à celui – souvent limité à son aspect électoral purement formel - des Etats-Unis. Mais on observe aussi plus récemment, en particulier dans les pays Andins, le surgissement d'un indigénisme politique qui pour la première fois s'inscrit dans des textes juridiques de nature constitutionnelle.

Plus portée sur les acteurs sociaux que sur le cadre institutionnel et juridique, la contribution de Marie Eugénie Cosio et Virginie Rozée dresse un bilan actualisé des recherches sur l'énorme question du statut de la femme en Amérique latine. En dépit de plusieurs facteurs

favorables à une amélioration des droits des femmes (pression de certains organismes internationaux, conscientisation, mobilisations, revendications, rapides évolutions sociétales), les auteures montrent que le modèle familial traditionnel est encore en 2008 très prégnant dans les sociétés latino-américaines. Dans cette région du monde en perpétuel mouvement au plan politique, les mentalités et les modèles sociaux historiquement construits ne se transforment que très lentement...